

Recherches sociographiques



Scolarité et revenu en début de carrière : une relation inflationniste

André Allalire, Jean Renaud and Paul Bernard

Volume 22, Number 3, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055949ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055949ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Scolarité et revenu en début de carrière : une relation inflationniste

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Allalire, A., Renaud, J. & Bernard, P. (1981). Scolarité et revenu en début de carrière : une relation inflationniste. *Recherches sociographiques*, 22(3), 361–378. <https://doi.org/10.7202/055949ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1981

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

SCOLARITÉ ET REVENU EN DÉBUT DE CARRIÈRE: UNE RELATION INFLATIONNISTE *

Au début des années 60 on considéra, au Québec comme ailleurs, l'éducation comme une panacée : elle devait résoudre presque tous les problèmes sociaux. Pour plusieurs c'était le facteur-clé de la société, ce qui permettrait à la fois d'égaliser la structure des revenus et d'élever les chances de mobilité sociale pour tous. En démocratisant l'école, on voulait parvenir à un nouveau type de société : une société « méritocratique » où les destins personnels dépendraient moins de l'origine sociale que de la scolarité et des qualifications acquises. Pour les gouvernements de l'époque, la démocratisation de l'enseignement constituait une option politique essentielle à l'atteinte d'une plus grande égalité sociale.

L'investissement public en éducation allait non seulement être utile à l'ensemble de la collectivité, croyait-on, mais aussi à l'individu. L'idée se répandit qu'une scolarité accrue était l'investissement individuel le plus profitable, permettant de mieux préparer les jeunes aux emplois de plus en plus qualifiés et rémunérateurs offerts par la nouvelle société technologique. À ce propos, on se rappellera le slogan « qui s'instruit s'enrichit ».

Or, les grands espoirs qu'ont fait naître les réformes scolaires entreprises au Québec à cette époque ont vite fait place, au tournant des années 70, à un certain désenchantement, voire à des sentiments d'incertitude et d'amertume. Comme le souligne un extrait du Livre blanc sur la politique québécoise du développement culturel : « Il n'est pas étonnant qu'après avoir suscité d'aussi considérables attentes, le système d'enseignement soit si cruellement critiqué et contesté. On lui reproche souvent de ne pas avoir donné ce qu'il ne pouvait apporter et d'avoir provoqué ce que l'on avait voulu éviter. »¹

À l'optimisme du Rapport Parent succède donc aujourd'hui, une image beaucoup plus pessimiste du monde de l'éducation. Comme l'ont montré

* Version modifiée d'une communication présentée au congrès des Sociétés savantes, programme de l'A.C.S.A.L.F., Montréal, 2-3 juin 1980.

1. Éditeur officiel du Québec, *La politique québécoise du développement culturel*, II, 1978, p. 416.

Thurow et Lucas² pour les États-Unis, l'éducation n'a pas vraiment été la variable-clé égalisatrice de la société. Bien au contraire, l'augmentation sensible du stock d'éducation depuis la fin de la Seconde guerre et surtout à partir des années 60, bien qu'elle ait entraîné une distribution plus égalitaire de la scolarité, n'a pas eu pour effet de rendre plus égale la distribution des revenus : par exemple, en 1949, l'écart, qui était de 10 565 \$ entre le revenu moyen du quintile le plus riche et celui du quintile le plus pauvre, est passé à 19 071 \$ vingt ans plus tard (les revenus comparés étant exprimés en dollars constants).³ Si l'on en croit Thurow, cette croyance en l'égalisation des revenus par un investissement public massif en éducation venait d'une vision trop simplifiée du fonctionnement du marché du travail. Les politiques gouvernementales en ne privilégiant qu'un côté du marché du travail, à savoir l'offre de qualifications, oubliaient que la distribution des emplois n'évoluait pas au même rythme que celle de l'éducation, d'où le déséquilibre entre le stock de capital humain de la collectivité et la quantité d'emplois correspondant aux nouvelles qualifications scolaires.

Une autre manifestation de ce désenchantement est sans doute la diminution de la progression de la scolarisation, qui après avoir atteint un sommet à la fin des années 60, connaît depuis un ralentissement vécu à l'échelle du monde occidental, non seulement pour des raisons démographiques mais aussi, et c'est ce qui est le plus inquiétant, parce que les jeunes entreprendraient maintenant moins souvent qu'auparavant des études avancées. Le Québec semble aussi subir cette tendance : le taux de participation des jeunes Québécois, c'est-à-dire la proportion des 15 à 24 ans sur le marché du travail, qui avait considérablement baissé de 1963 à 1972, a commencé depuis une ascension qui le rapproche du niveau du début des années 60. Pour assombrir encore plus le tableau, soulignons que près de la moitié de l'ensemble des chômeurs actuels du Québec sont des jeunes de moins de 25 ans, le groupe d'âges pourtant le plus scolarisé de la population active.

Mais le phénomène probablement le plus marquant de cette crise scolaire, et auquel s'attardera le présent texte, est que l'éducation se dévaluerait de plus en plus sur le marché du travail. Selon Boudon,⁴ l'éducation subirait depuis quelques années, tout comme d'autres biens, des effets inflationnistes. Multipliée sans retenue depuis près de deux décennies, l'éducation perdrait littéralement de sa valeur socio-économique. L'effet principal de cette augmentation du stock d'éducation de la main-d'œuvre serait d'exiger de l'individu une scolarité de longueur sans cesse croissante en contrepartie d'espérances sociales qui, elles,

2. L.C. THUROW et R.E.B. LUCAS, *The American Distribution of Income: a Structural Problem*, Joint Committee Print, 1972.

3. *Idem*, p. 1.

4. R. BOUDON, *Effets pervers et ordre social*, Paris, Presses Universitaires de France, 1977.

demeurent inchangées. Freyssenet⁵ montre par exemple que la probabilité pour le détenteur d'un diplôme d'obtenir un poste de travail qualifié diminue constamment depuis dix ans. En d'autres mots, l'éducation serait devenue un bien sans complément,⁶ un actif dont les conditions d'utilisation dans la carrière se dégradent, phénomène d'autant plus troublant que l'éducation s'imposerait de plus en plus comme condition quasi nécessaire pour « bien gagner sa vie ».

Nous avons déjà montré⁷ que cette dévaluation de l'éducation est bien réelle au Québec. En comparant la rentabilité monétaire des divers niveaux d'études pour les décennies 60 et 70, nous avons trouvé qu'à niveau de scolarité égal, les jeunes qui sont entrés sur le marché du travail entre 1971 et 1978 gagnaient en moyenne au premier emploi des revenus bien inférieurs à ceux des entrants de la période précédente et ce, après que les revenus aient été standardisés en dollars de 1977. Seuls les individus ayant complété plus de 17 années de scolarité réussissaient à gagner plus que ceux qui les avaient précédés sur le marché. En général, on peut dire qu'une scolarité plus élevée conduit toujours à un revenu plus élevé, mais ce que rapporte un niveau donné d'éducation a diminué depuis le début des années 70.

On peut expliquer cette baisse de la rentabilité des études entre les deux dernières décennies par l'arrivée massive sur le marché du travail des premiers finissants des cégeps et polyvalentes. Mais cette dévaluation de l'éducation dépendrait aussi, et peut-être surtout, de la dégradation continue de la conjoncture économique à partir du début des années 70 qui aurait sensiblement diminué la capacité de l'économie québécoise d'accueillir les nouveaux diplômés. Si cette désarticulation, voire cette rupture entre l'école et le marché du travail, a été peu ressentie durant la prospérité économique des années 1960 et au milieu du remue-ménage idéologique qui avait cours à cette époque, elle est devenue beaucoup plus apparente au tournant des années 1970, où les économies capitalistes sont entrées dans une longue période de crise. En d'autres mots, il apparaît maintenant plausible de croire qu'il existe une relation étroite entre la conjoncture et la demande de diplômés ou la capacité de l'économie de créer des emplois qualifiés.

La présente étude vise à mettre en lumière, dans une perspective historique plus large, l'effet de la conjoncture économique sur la relation entre l'éducation et le revenu d'emploi, c'est-à-dire sur la capacité qu'ont les individus de transformer leur scolarité en salaire. Nous soutenons que cette capacité serait à

5. M. FREYSSENET, *Le processus de déqualification — surqualification de la force de travail*, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1974.

6. Voir: P. BERNARD et J. RENAUD, « Contre-mobilité et effets différés: une réflexion sur la transmission des biens inclusifs et des biens exclusifs », *Sociologie et sociétés*, VIII, 2, 1976: 81-98.

7. A. ALLAIRE, P. BERNARD et J. RENAUD, « Qui s'instruit s'enrichit? », *Possibles*, 3, printemps-été 1979: 13-33.

la hausse en périodes de prospérité économique, et à la baisse en temps de crise ou de stagnation de l'économie. Plus particulièrement, on s'attachera ici à décrire à travers différentes périodes économiques québécoises, s'étendant des années 1930 à nos jours, l'évolution de la rémunération de l'éducation et l'évolution de l'importance de cet attribut dans la détermination des revenus.

Les données sur lesquelles portera notre analyse proviennent d'une enquête par sondage réalisée au début de l'année 1978 auprès d'un échantillon représentatif de la population active du Québec ($n = 3893$).⁸ Pour les fins de notre étude, nous avons retranché de cet échantillon tous les individus qui ne travaillaient pas au Québec lors de leur premier emploi (ceci pour garder constants les effets de la conjoncture) et évidemment tous les répondants qui n'ont pas fourni d'informations, soit sur leur scolarité, soit sur leur revenu d'emploi, ou encore sur leur année d'entrée sur le marché du travail. L'analyse des données se fera séparément pour chaque sexe puisqu'il a été maintes fois démontré que les hommes et les femmes constituent des sous-populations dont les caractéristiques sur des variables telles le revenu, l'éducation et l'occupation sont nettement différentes. Le tri des données selon ce clivage permettra de voir si l'évolution de la rémunération de l'éducation a été la même chez les deux sexes et si l'inflation de l'éducation touche de la même façon et avec la même force les hommes et les femmes.

Vers une définition opérationnelle de l'inflation de l'éducation

Si bon nombre d'études ont montré depuis le milieu des années 50 l'existence d'une corrélation assez élevée entre la scolarité d'un individu et son revenu, ce n'est pas comme le pensent les tenants de la théorie du capital humain parce que l'éducation est uniquement un investissement qui accroît la productivité marginale du travail.⁹ En plus de fournir des aptitudes qui se trouvent à être transigées sur le marché du travail, l'éducation constitue surtout un instrument de justification des inégalités sociales et donne une base légitime à la hiérarchie que crée la division du travail. Ainsi, une caractéristique fondamentale de l'éducation est sa capacité de discrimination des revenus sur le marché du travail. Nous analyserons cette capacité à deux niveaux : d'une part au niveau de la rentabilité de l'investissement scolaire et, d'autre part, au niveau de l'importance de l'éducation dans la détermination du revenu. C'est par ces deux aspects que nous vérifierons s'il y a ou non inflation de l'éducation selon

8. Pour plus d'informations sur la méthodologie de cette enquête, voir : BERNARD, DEMERS, GRENIER et RENAUD, « L'évolution de la situation linguistique et socio-économique des francophones et des non-francophones au Québec, 1971-1978 », Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, 165 p. (« Langues et sociétés ».)

9. Voir à ce sujet : I. BERG, *Education and Jobs : The Great Training Robbery*, Boston, Beacon Press, 1971.

les périodes. Par exemple, si nous observons dans le temps une diminution de la rentabilité de l'éducation ou de l'importance de cet attribut dans la détermination du revenu, c'est qu'il y aura eu inflation de l'éducation.

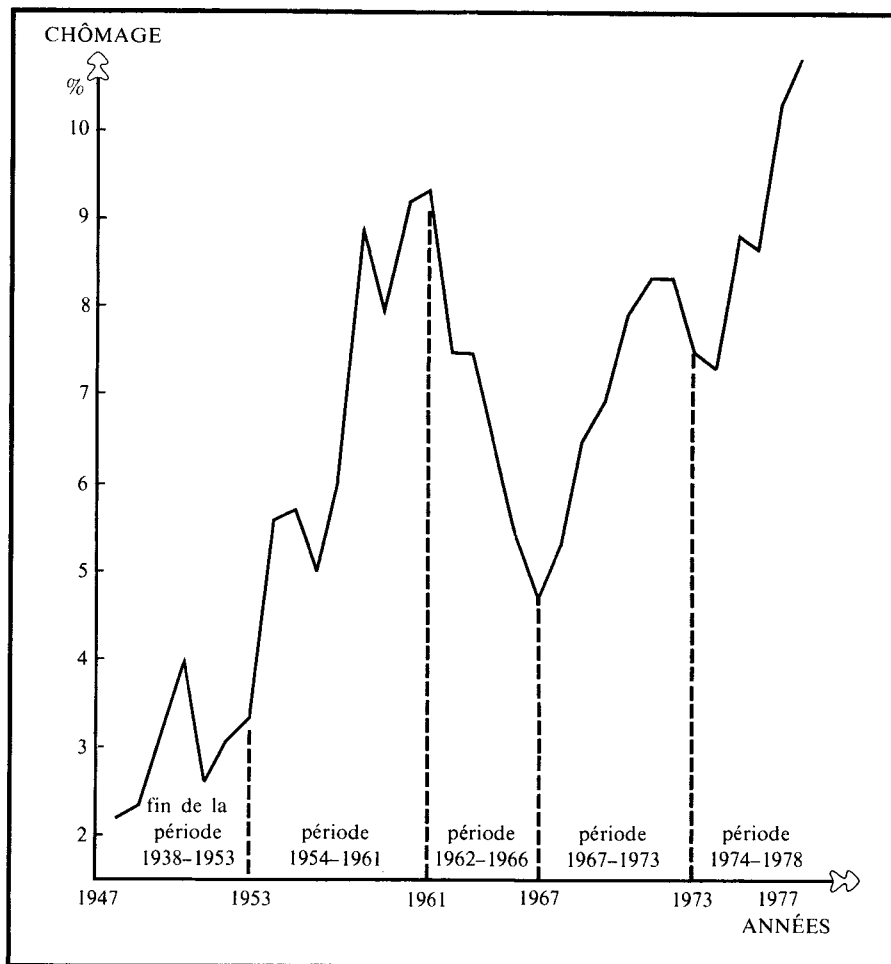
Les dimensions que nous venons de décrire peuvent facilement être mesurées si l'on utilise la méthode de l'analyse de régression et que l'on régresse le revenu sur l'éducation. Nous mesurons ainsi la rentabilité monétaire de l'éducation par le coefficient de régression non-standardisé (la pente) « b » et l'importance de l'éducation dans la détermination du revenu par le carré du coefficient de corrélation multiple R^2 , qui mesure la force explicative de la variable indépendante.

Comme la relation entre l'éducation et le revenu n'est pas de forme linéaire, nous entrerons dans l'équation de régression non pas une variable métrique (le nombre d'années de scolarité) mais plutôt des variables « polydichotomiques »¹⁰ cumulatives dont chacune représente un niveau de scolarité donné. Si nous nous en tenons à un regroupement d'années de scolarité complétées plutôt qu'à une classification basée sur les diplômes, c'est que ce regroupement offre pour notre étude (qui commande des comparaisons dans le temps) une mesure plus constante et univoque que les diplômes : ceux-ci et la longueur de la scolarité qui leur est rattachée ont varié dans le temps. Nous avons donc découpé le nombre d'années de scolarité en cinq catégories représentant *grosso modo* les principales étapes du cursus scolaire québécois : l'élémentaire (0-7 ans), le secondaire (8-11 ans), le collégial (12-14 ans), le premier cycle universitaire (15-17 ans) et les études universitaires plus avancées (18 ans et plus). Soulignons que pour l'estimation des équations de régression, le niveau de scolarité 0-7 ans a été omis. Ce dernier sera alors représenté par l'ordonnée à l'origine (la constante) de chaque équation.

La variable dépendante, le revenu d'emploi, pose naturellement moins de problème. Il s'agit du revenu annuel, avant impôts et déductions, provenant d'un ou plusieurs emplois, et gagné à la première année de travail. Si nous utilisons le revenu au premier emploi, c'est pour que nos comparaisons dans le temps soient valides. Seul ce point, qui constitue le début de carrière des sortants du système scolaire, permet une analyse à la fois simple et directe du phénomène d'inflation de l'éducation. Tout autre découpage, comme par exemple la comparaison des individus au moment de l'enquête, aurait permis aux facteurs expérience et ancienneté que seuls possèdent les travailleurs plus âgés de venir masquer l'impact spécifique de la croissance de la scolarité et de l'état de la conjoncture économique, puisque, comme on le sait, l'influence de l'éducation sur le revenu varie considérablement selon l'âge, l'expérience et l'ancienneté. Pour comparer dans le temps la rentabilité de l'éducation en terme

10. Sur l'utilisation de telles variables dans les régressions, voir : D.B. SUITS, « Use of Dummy Variables in Regression Equations », *Journal of the American Statistical Association*, LII, 280, décembre 1957 : 548-551.

GRAPHIQUE 1



Évolution du taux de chômage au Québec, 1947-1978,
pour l'ensemble de la population active.

SOURCES: Pour les années 1947 à 1955, voir: *Labor Force*, novembre 1945 - janvier 1955; *Reference Paper*, 58, Ottawa, 1955; pour les années 1956-1975, voir: Statistique Canada, « La population active », cat. 71-001.

du revenu gagné au premier emploi, celui-ci a été standardisé en dollars de 1977 à l'aide de l'indice des prix à la consommation.

Pour créer la variable conjoncture économique, nous avons divisé les individus de notre échantillon selon qu'ils avaient obtenu leur premier emploi dans l'une ou l'autre des six périodes économiques présentées au tableau 1.

TABLEAU 1

Présentation de la variable conjoncture économique.

PÉRIODE ÉCONOMIQUE	TAUX DE CHÔMAGE MOYEN %	ÉTAT DE LA CONJONCTURE
1. 1918-1937	—	défavorable
2. 1938-1953	3,0*	favorable
3. 1954-1961	7,2	défavorable
4. 1962-1966	6,3	favorable
5. 1967-1973	7,2	défavorable
6. 1974-1978	9,2	défavorable

* Ce pourcentage ne vaut que pour les années 1947-1953.

Ce découpage reproduit les grandes phases économiques qu'a connues le Québec depuis 1918 et se fonde principalement sur l'évolution du taux de chômage (voir graphique 1). Si nous nous en tenons à cet indicateur plutôt qu'à d'autres (PNB, indice de productivité, taux de profit...), c'est qu'il se rapproche le plus de notre problématique puisqu'il reflète directement l'état du marché du travail. Bien que la mesure du chômage que nous employons ne s'applique pas uniquement aux jeunes, c'est-à-dire à la population qui nous intéresse particulièrement, mais à l'ensemble de la population active, nous croyons néanmoins qu'elle nous donnera une image assez précise malgré tout de la demande de qualifications pour les entrants sur le marché du travail. D'autre part, on notera que les coupures que nous avons faites (voir graphique 1) sont plus centrées sur l'idée de tendance du marché du travail que sur celle de cycle économique.

Si nos hypothèses sont justes et que la relation entre l'éducation et le revenu varie selon les conjonctures économiques, on devrait s'attendre à ce que l'inflation de l'éducation apparaisse durant les années 1918-1937, 1954-1961, 1967-1973, 1974-1978, années correspondant à des périodes de crise, de stagnation ou de récession économique.

L'évolution de la scolarisation de la main-d'œuvre québécoise, 1918-1978

L'évolution de la scolarisation dans le temps constitue, tout comme les conjonctures économiques, un élément central pour notre étude. Dégageons donc brièvement pour chaque sexe les grandes lignes de cette évolution à partir

TABLEAU 2

Distribution des niveaux d'études selon le sexe et l'année d'entrée sur le marché du travail (périodes économiques).
(en pourcentages)

ANNÉES DE SCOLARITÉ	HOMMES					FEMMES						
	1918-1937	1938-1953	1954-1961	1962-1966	1967-1973	1974-1978	1918-1937	1938-1953	1954-1961	1962-1966	1967-1973	1974-1978
0-7 ans.....	60,1	34,1	23,9	13,2	3,8	1,2	39,1	29,4	21,7	4,1	3,4	1,1
8-11 ans.....	25,2	40,6	38,0	41,0	36,3	35,2	30,0	37,2	35,6	42,9	31,1	27,8
12-14 ans.....	6,1	15,1	19,0	20,7	35,9	40,1	17,1	25,6	30,2	34,9	44,7	49,9
15-17 ans.....	2,4	6,3	9,5	13,5	16,6	16,6	6,1	6,4	10,9	13,5	16,8	20,5
18 ans et plus.....	6,2	3,9	9,6	11,5	7,4	6,8	7,7	1,4	1,7	4,7	4,0	0,7
TOTAL %.....	100,0	100,0	100,0	99,9	100,0	99,9	100,0	100,0	100,1	100,1	100,0	100,0
N.....	148	594	340	273	507	334	24	188	167	121	328	328
MOYENNE.....	7,90	9,52	10,96	12,01	12,49	12,75	9,84	10,14	10,74	12,05	12,39	12,55
ÉCART-TYPE.....	3,88	3,62	4,18	3,86	3,09	2,77	4,01	3,14	3,06	2,80	2,54	2,17
COEFFICIENT D'ASYMÉTRIE.....	1,26	0,97	0,80	0,48	0,56	0,79	1,31	0,17	0,25	0,45	0,11	0,20
COEFFICIENT D'APLATISSEMENT.....	1,49	1,08	0,26	-0,20	0,87	1,69	2,16	-0,48	-0,63	0,61	1,08	0,10

de nos cohortes.¹¹ Notons qu'on ne pourra étudier la période 1918-1937 dans le cas des femmes à cause du nombre trop petit de cas ($n = 24$).

Un premier coup d'œil aux moyennes de scolarité du tableau 2 montre clairement, autant chez les hommes que chez les femmes, une hausse continue du stock d'éducation des individus qui sont entrés sur le marché du travail au cours des soixante dernières années. La moyenne de scolarité qui n'était que de 8 années chez les hommes de la première période passe progressivement à près de 13 années à la dernière période. On retrouve la même évolution chez la main-d'œuvre féminine.

Cette tendance n'est pas étrangère à l'élévation dans le temps de l'âge obligatoire avant lequel on ne peut quitter l'école d'une part, et d'autre part aux réformes scolaires du début des années 60 qui ont rendu les études post-secondaires plus accessibles. Plus généralement, l'accroissement de la scolarisation de la main-d'œuvre jeune s'inscrit dans une tendance historique où l'école en vient à jouer un rôle sans cesse plus important dans la qualification de la main-d'œuvre à mesure que se développent les économies capitalistes. Cette évolution de la scolarisation entre nos périodes est encore plus apparente si l'on observe la progression du mode dans le temps. Le mode qui correspondait au niveau primaire à la première période passe au secondaire à la période suivante et atteint le collégial au tournant des années 70.

Examinons de façon plus précise l'évolution de chaque niveau de scolarité. Le fait le plus manifeste est sans doute la chute rapide au fil des ans de la proportion d'hommes et de femmes qui ont débuté leur carrière avec moins de 8 années d'études. Par ailleurs, la proportion d'individus ayant entre 8 et 11 années de scolarité a plutôt fluctué dans le temps, le secondaire ayant augmenté ses effectifs au moment où l'âge scolaire obligatoire s'est élevé et ayant perdu une partie de sa clientèle après que furent mises en place les réformes du Rapport Parent qui permirent à un plus grand nombre de jeunes de poursuivre des études post-secondaires. Quant à la proportion d'individus ayant fréquenté le niveau collégial ou le premier cycle universitaire, elle s'est grandement accrue d'une période à l'autre. Assez curieusement, la situation est tout à fait différente pour les études de 18 ans et plus puisque les effectifs de ce niveau ont

11. Nous utilisons ici plutôt des pseudo-cohortes car nous ne possédons pas une mesure de tous les individus qui sont entrés sur le marché du travail au cours d'une période économique donnée, mais seulement du sous-ensemble de ceux qui faisaient encore partie de la main-d'œuvre au moment de notre enquête en 1978 et pouvaient donc entrer dans notre échantillon. Ceci dit, nous ne pensons pas que les biais liés au taux de mortalité et de participation, et aux interruptions de carrière, soient assez sérieux pour compromettre notre analyse. Toutefois, notre étude pourrait être moins fiable dans le cas des femmes puisque celles-ci connaissent beaucoup plus fréquemment des interruptions de carrière définitives, comparativement aux hommes.

TABLEAU 3

Régression du revenu au premier emploi par années de scolarité; données regroupées selon l'année d'entrée sur le marché du travail et le sexe.
(en dollars de 1977)

PÉRIODE CONJONCTURELLE	N	NIVEAU D'ÉTUDES					R ²	REVENU MOYEN
		0-7 ans	8-11 ans	12-14 ans	15-17 ans	18 ans et plus.		
HOMMES								
1918-1937	118	5 186\$	4 493\$	5 943\$	6 174\$	5 676\$	.006*	5 112\$
1938-1953	486	6 753\$	7 277\$	7 265\$	9 128\$	10 113\$	.006*	7 323\$
1954-1961	287	6 812\$	7 056\$	7 856\$	9 090\$	9 412\$	.028*	7 570\$
1962-1966	245	8 863\$	7 620\$	9 223\$	10 660\$	12 485\$	.077	9 088\$
1967-1973	445	8 490\$	8 060\$	8 820\$	11 061\$	14 544\$	.093	9 329\$
1974-1978	293	3 312\$	5 550\$	6 705\$	10 725\$	13 841\$	.245	7 410\$
FEMMES								
1918-1937	21**	—	—	—	—	—	—	—
1938-1953	164	3 719\$	4 122\$	5 037\$	7 621\$	**	.052*	4 473\$
1954-1961	142	5 547\$	5 134\$	5 731\$	8 044\$	**	.038*	5 730\$
1962-1966	106	5 632\$	6 711\$	6 696\$	7 415\$	9 374\$	.028*	6 882\$
1967-1973	295	4 486\$	6 234\$	7 305\$	11 538\$	12 723\$	.210	7 804\$
1974-1978	278	6 987\$	3 425\$	6 182\$	10 438\$	**	.254	6 298\$

* La relation entre l'éducation et le revenu n'est pas significative au seuil de confiance $\alpha = .05$.

** Nombre insuffisant de cas.

beaucoup fluctué dans le temps. Mais la régression de ce niveau depuis le début de l'avant-dernière période peut n'être qu'un artefact dû aux réformes scolaires qui ont modifié les durées de chaque cycle. Ceci dit, toutes choses étant égales par ailleurs, les femmes sont moins nombreuses que les hommes aux niveaux primaire et secondaire. Par contre, elles sont plus présentes au collégial et atteignent dans la même mesure que les hommes le premier cycle universitaire. À cet avantage des femmes, on note une unique exception, mais de taille, à savoir leur nette sous-représentation au-delà de 17 années de scolarité.

Mais les différences les plus significatives entre les sexes se retrouvent au niveau de la forme de la distribution du nombre d'années de scolarité et de l'évolution de celle-ci. Si l'on considère le troisième moment des distributions scolaires, c'est-à-dire le coefficient d'asymétrie, on constate que les distributions des femmes actives ont toujours été plus symétriques que celles des hommes, ce qui signifie que la moyenne est un lieu réel plus important pour les femmes. Quant à l'évolution du quatrième moment, il montre chez les hommes le passage d'une forme polarisée de distribution (1918-1953) à une forme beaucoup plus étalée ou stratifiée. On note toutefois une repolarisation à partir de 1967. Le pattern d'évolution de ce coefficient est par contre beaucoup moins clair chez les femmes. On remarquera enfin, autant chez les hommes que chez les femmes, une tendance à l'égalisation des distributions scolaires à mesure que l'on avance dans le temps comme l'indique la diminution progressive des écarts-types.

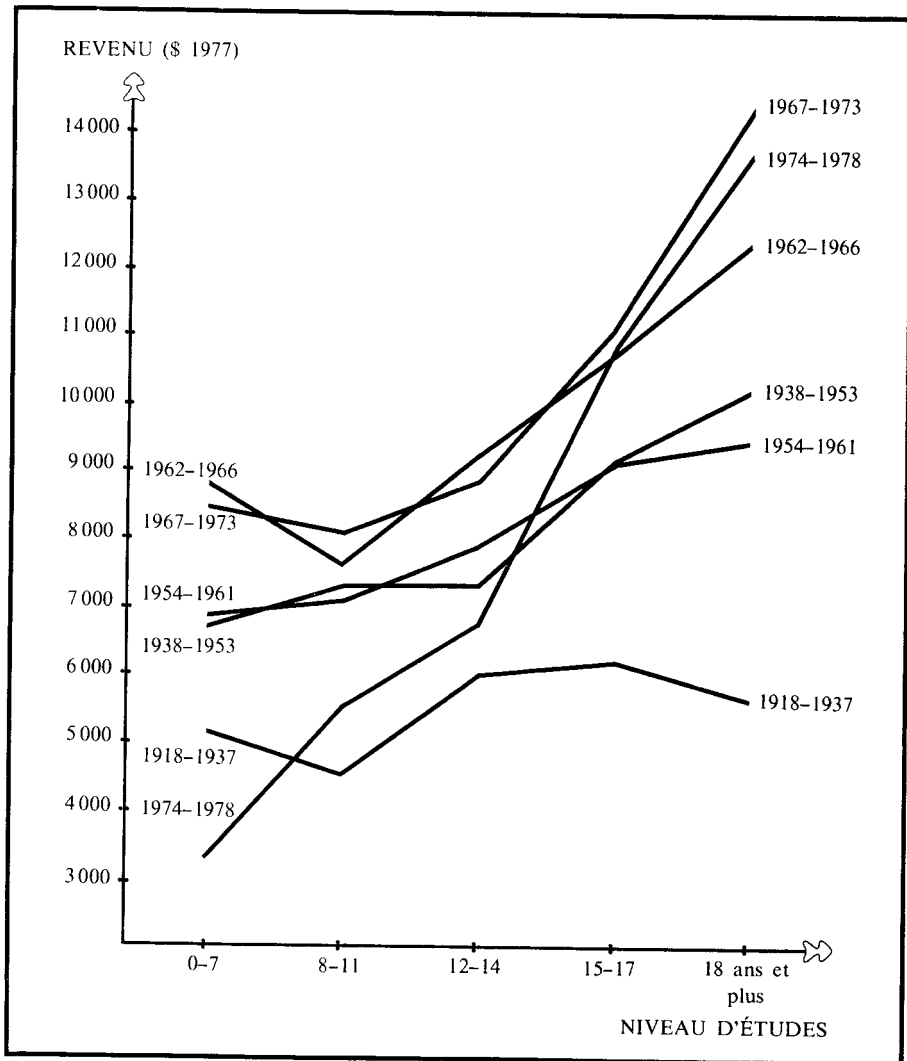
La capacité légitime de discrimination, 1918-1978

Notre analyse s'appuiera ici sur les résultats des régressions du revenu sur l'éducation selon l'année d'entrée sur le marché du travail des individus de notre échantillon. Nous avons reproduit sous forme de courbes (graphiques 2 et 3) les équations de régression rattachées à chaque période économique et à chaque sexe. Les données qui ont servi à construire ces courbes se retrouvent au tableau 3.

Les années 1918 à 1961

Un fait important à signaler au départ est que l'éducation n'a pas toujours été un facteur de différenciation des revenus gagnés au premier emploi. Comme le montrent les R^2 du tableau 3, la relation entre le niveau de scolarité et le revenu n'était pas statistiquement significative jusqu'au début de la Révolution tranquille chez les hommes, et même jusqu'au milieu des années 60 dans le cas des femmes. C'est donc dire que la capacité de discriminer de l'éducation a été pratiquement nulle avant que ne débutent les grandes réformes du système scolaire québécois.

GRAPHIQUE 2

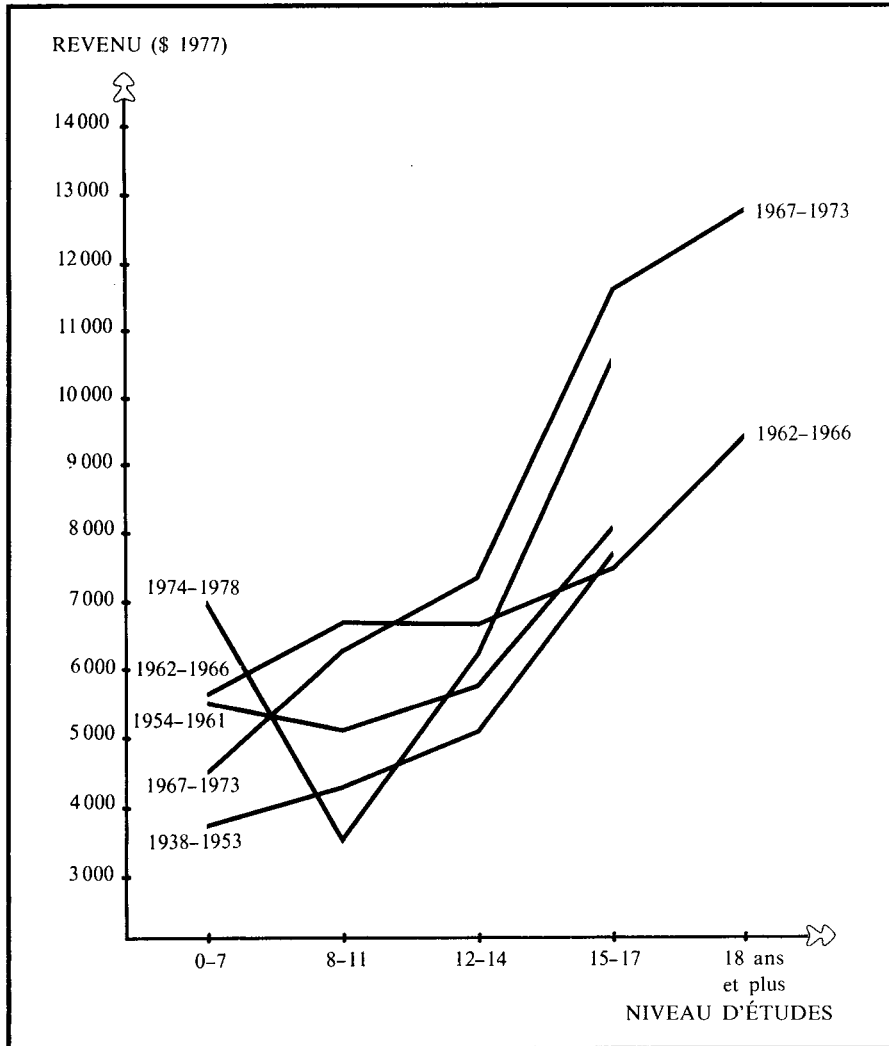


Courbes de rentabilité monétaire de l'éducation au premier emploi, selon l'année d'entrée sur le marché du travail, pour les hommes.

Comme le montrent Renaud, Berthiaume et Bernard,¹² le Québec de la première moitié du 20^e siècle constituait une société polarisée où, par exemple,

12. J. RENAUD, M. BERTHIAUME et P. BERNARD, « Qualifications professionnelles et carrières : l'évolution du Québec des années '30 à nos jours », *Travailler au Québec*, Actes du colloque de l'A.C.S.A.L.F. de mai 1980 (sous presse).

GRAPHIQUE 3



Courbes de rentabilité monétaire de l'éducation au premier emploi, selon l'année d'entrée sur le marché du travail, pour les femmes.

il y avait beaucoup de petits et peu de gros salariés et où les petits salariés présentaient peu de différence entre eux. C'est ce qu'illustre en gros la forme généralement aplatie des courbes de rentabilité de l'éducation jusqu'au milieu des années 60. Si à cette époque l'éducation ne joue pas pour l'ensemble des

entrants sur le marché du travail, c'est que dans une telle société le système scolaire avait pour principale fonction de produire une certaine élite plutôt que de rendre plus qualifiée l'ensemble de la main-d'œuvre.

Bien que l'école à cette époque n'a qu'une importance négligeable dans la détermination des revenus au premier emploi, il n'en demeure pas moins, si l'on compare l'évolution des hommes,¹³ que les individus qui ont débuté dans leur carrière pendant la conjoncture prospère de la période de guerre et d'immédiate après-guerre retirent davantage du bénéfice monétaire de leur scolarité que ceux qui étaient entrés sur le marché du travail lors de la période de grandes crises économiques des années 1918 à 1937. Par ailleurs, le passage à la période moins favorable des années 1954-1961¹⁴ marque, conformément à nos hypothèses, une certaine inflation de l'éducation en ce sens qu'il y a une *stabilisation* de la rémunération des études chez les hommes. Nous trouvons, en effet, qu'il n'y a aucune différence significative¹⁵ entre la courbe de la période 1938-1953 et celle de la période 1954-1961. Par contre, les femmes voient accroître quelque peu la rentabilité de leur éducation entre ces deux périodes, ceci étant principalement dû à une élévation de la constante. On remarque néanmoins que les hommes continuent à retirer toujours plus de revenus de leur éducation que les femmes et ce, pour l'ensemble des niveaux d'études.

La période 1962-1966

Le passage de la période 1954-1961 à la période plus favorable 1962-1966 n'entraîne une rentabilité nettement accrue de tous les niveaux scolaires que chez la main-d'œuvre masculine, les courbes de ces deux périodes n'étant pas significativement différentes l'une de l'autre chez les femmes. Pour la première fois, l'éducation constitue un élément vraiment discriminant du revenu au premier emploi des hommes (ce qui n'est pas encore le cas chez les femmes), expliquant 8% de sa variance. L'augmentation sensible de la constante des hommes entre ces deux périodes qui passe de 6 812\$ à 8 863\$ reflète en grande partie les conditions très favorables du marché faites à ceux qui sortent du système scolaire de cette époque. Mentionnons, par ailleurs, que l'éducation ne sera surtout rentable qu'à partir de 15 ans de scolarité.

13. À cause d'un nombre insuffisant de cas, nous ne reproduisons pas la courbe de rentabilité de l'éducation chez les femmes de la première période.

14. On note déjà en 1954 un fléchissement de l'activité économique au Québec, le chômage montant à 5,6%. À partir de 1957, il y a une dégringolade marquée de l'emploi, le taux de chômage atteignant 8,9%. De 1958 à 1960, les facteurs de production sont nettement sous-utilisés et le chômage atteint 9,2% en 1960 pour l'ensemble de l'année, et même 14% en hiver.

15. Pour ce faire, nous avons utilisé le test Chow qui vérifie s'il existe des différences statistiquement significatives au niveau de la constante, des pentes et de l'effet conjugué de la constante et des pentes, entre deux équations de régression ou deux groupes de taille différente.

La période 1967-1973

Assez curieusement, c'est durant la période 1967-1973 que les femmes bénéficieront le plus de leur éducation sur le marché du travail. Contrairement à celles-ci, les hommes voient se rentabiliser leur scolarité au même taux qu'à la période précédente, exception faite du niveau 18 ans et plus qui rapporte plus qu'avant. Ce qui est le plus remarquable dans les transformations de la capacité de discriminer de l'éducation entre ces deux périodes est l'élévation très sensible du R^2 chez les femmes: de 3% qu'il était entre 1962 et 1966, il atteint maintenant 21%. L'éducation explique maintenant deux fois plus le revenu au premier emploi des femmes que celui des hommes (21% contre 9%). Ce changement important des règles du jeu est d'autant plus avantageux pour les femmes qu'il se produit au moment où leur éducation n'a jamais été aussi payante, particulièrement les scolarités de 15 années et plus. Par exemple, les niveaux 15-17 ans et 18 ans et plus rapportent respectivement 4 123 \$ et 3 349 \$ de plus qu'à la période antérieure. Un autre fait intéressant à souligner est que les femmes ne subissent pas, contrairement aux hommes, une dévaluation des études collégiales bien que la proportion de femmes ayant franchi ce niveau se soit grandement accrue entre ces deux périodes: près de la moitié des femmes qui ont débuté leur carrière entre 1967 et 1973 ont fait de telles études.

À la lumière de nos résultats, on peut dire que les femmes ont retiré un net avantage entre 1967 et 1973 des premiers impacts des grandes réformes de l'éducation du début des années 60. Comme on vient de le voir, les transformations profondes du système d'enseignement au Québec n'ont pas seulement eu pour effet de rendre plus accessibles les études post-secondaires mais elles les ont rendues plus rentables aussi, ce qui explique d'une certaine façon la diminution de l'écart salarial moyen hommes-femmes de 8% que nous observons entre les périodes 1962-1966 et 1967-1973 (75% contre 83,7%). Ceci dit, les hommes retirent toujours plus souvent au premier emploi un revenu supérieur de leur scolarité, exception faite du niveau 15-17 ans.

La période 1974-1978

Comme on pouvait s'y attendre, la détérioration de la conjoncture économique à partir de 1974 n'est pas sans se répercuter sur la rémunération de l'éducation des individus qui ont débuté dans leur carrière depuis cette crise économique. Ainsi, aucun niveau scolaire de la période 1974-1978 n'arrive à être plus rentable qu'à la période précédente et ce, autant chez les deux sexes. Sans doute la baisse du revenu moyen de l'ordre de 20% que subissent les nombreux arrivants sur le marché du travail de cette période par rapport à ceux des années 1967-1973 n'est pas étrangère à cette importante dévaluation monétaire des études.

Chez les hommes, cette dévaluation est surtout perceptible au niveau de la constante qui chute de 8 490 \$ (période 1967-1973) à seulement 3 312 \$ à la dernière période. Ce point de départ de la courbe de rentabilité de l'éducation constitue donc un handicap non négligeable qui traduit en quelque sorte la dégradation des conditions du marché du travail à partir de la crise du pétrole. Les niveaux secondaire et collégial subissent aussi une forte dévaluation de leur valeur marchande, le premier rapportant en moyenne 2 510 \$ de moins qu'entre 1967 et 1973 (5 500 \$ contre 8 060 \$) et le second, 2 115 \$ de moins (8 820 \$ contre 6 705 \$). Quant aux études de 15 ans et plus, elles demeurent rémunérées à peu près au même taux qu'auparavant.

Chez les femmes, la dévaluation de l'éducation touche surtout le secondaire (la constante s'étant élevée dans le temps) et dans une moindre mesure le collégial et le premier cycle universitaire. Les différences les plus notables entre les sexes à cette dernière période sont que les femmes subissent une moins grande dévaluation du niveau collégial mais connaissent, contrairement aux hommes, une baisse substantielle de la fréquentation des études de 18 ans et plus par rapport à la période antérieure (tableau 2). Par ailleurs, soulignons que la rémunération de l'éducation n'a jamais été aussi égale entre les sexes : la rentabilité des niveaux scolaires où il y a une grande concentration d'individus, c'est-à-dire la zone 12-17 ans des courbes comparées, est devenue presque identique entre les hommes et les femmes.

Voyons maintenant quelle a été l'évolution de la régularité d'application de la capacité de discriminer de l'éducation entre ces deux dernières périodes. Si cette évolution est peu marquée chez les femmes — le R^2 passant de 21% à 25% aujourd'hui —, elle a été par contre beaucoup plus nette chez les hommes, l'éducation déterminant maintenant presque trois fois plus le revenu au premier emploi qu'à la période 1967-1973 (25% contre 9% de la variance de ce revenu). Ce fait à lui seul montre que les changements dans les règles du jeu de l'éducation ont été plus importants chez les hommes.

La capacité que possède l'éducation de différencier les revenus des entrants sur le marché du travail n'a donc jamais été aussi élevée qu'actuellement. Paradoxalement, l'école devient cette voie privilégiée d'accès aux revenus au moment où l'éducation se dévalue considérablement sur le marché, moment correspondant au début d'une longue période de stagflation des économies industrielles avancées. Seuls les individus ayant eu la chance de poursuivre des études universitaires ont pu être à l'abri d'une dévaluation de leurs études, l'université rapportant autant qu'à la période antérieure.

Si comme on vient de le voir, l'éducation s'est grandement dévaluée à la dernière période, il ne faut pas conclure trop vite que l'éducation ne serait ainsi devenue qu'un bien de consommation inutile sur le marché du travail. Au contraire, le profil des courbes de rentabilité, particulièrement celui des hommes, représente la situation où s'instruire demeure payant, puisque le

passage d'un niveau d'étude à un autre entraîne toujours des revenus plus élevés. Plus encore, l'éducation semble n'avoir jamais été un facteur aussi fort de discrimination car les écarts de revenu entre les divers niveaux sont plus grands qu'aux périodes antérieures, mais c'est surtout à partir de 15 ans de scolarité que le slogan « qui s'instruit s'enrichit » s'appliquerait encore aujourd'hui. L'inflation de l'éducation sous sa forme présente est donc génératrice d'inégalités sociales en ce qu'elle accroît l'inégalité dans la distribution des revenus des jeunes : elle permet à quelques-uns, probablement les mieux nantis au départ, de s'enrichir et d'occuper les meilleurs emplois sur le marché, et place la majorité dans une situation assez précaire. Plus encore, l'inflation de l'éducation empêcherait une bonne partie des nouvelles clientèles scolaires issues des milieux ouvriers de profiter pleinement de leur scolarisation, comme en fait preuve actuellement la forte dévaluation monétaire qui atteint les études collégiales, niveau où se concentre la plus grande proportion d'entrants sur le marché du travail de ces dernières années. En somme, on peut dire que le phénomène actuel d'inflation de l'éducation renvoie à l'image d'une ascension dans un escalier roulant qui descend et où l'individu doit courir pour rester sur place : pour retirer des bénéfices tangibles de sa scolarité, il doit à tout prix se scolariser le plus possible ou du moins beaucoup plus qu'auparavant.

*

* *

Notre étude a montré, surtout pour la main-d'œuvre masculine, qu'il existe un lien certain entre l'état de l'économie et la rémunération de l'éducation. Plus précisément, nous avons vu qu'à une conjoncture économique défavorable correspond une certaine forme d'inflation de l'éducation. On se rappellera la faible rentabilité des études lors de la période de crises profondes des années 1918-1937, l'absence de progression de la rémunération de l'éducation durant la stagnation économique de la fin des années 50 et durant la période 1967-1973, et enfin la forte dévaluation monétaire des scolarités inférieures aux études universitaires depuis le milieu des années 70.

Nous avons aussi montré que l'importance de l'éducation dans la détermination des revenus au premier emploi s'est constamment accrue depuis le début du siècle. Mais ce n'est que vers le milieu des années 60 que l'éducation s'impose de façon systématique sur le marché du travail comme l'un des principaux déterminants du revenu au premier emploi.

Le tri des données selon le sexe nous a permis de constater que les transformations du rôle de l'éducation comme facteur d'accès aux revenus ne se sont pas faites au même rythme chez les deux sexes, ni au même moment. Par exemple, l'âge d'or de la rentabilité des études est venu plus tardivement dans le cas des femmes, soit à la période 1967-1973, tandis que les hommes ont

bénéficié d'une rentabilité nettement accrue de leur scolarité dès le début des années 60. Comme on l'a vu, ces belles années ont été éphémères.

L'une des principales conclusions que l'on peut tirer de cette étude c'est que le « qui s'instruit s'enrichit » doit être replacé suivant les contextes économiques dans lesquels s'inscrivent les jeunes qui débouchent sur le marché du travail.

Vingt ans après le début des réformes scolaires québécoises, on peut dire que l'investissement massif en éducation ne semble pas avoir enrichi davantage les individus sur le plan socio-économique et rendu la société plus égalitaire. La cause de cet échec ne doit pas uniquement être recherchée dans la démocratisation de l'enseignement mais aussi, et peut-être surtout, dans l'évolution de l'économie québécoise depuis une vingtaine d'années. Si la réforme de l'éducation marque un rattrapage souhaitable qui a entraîné une qualification accrue de la main-d'œuvre, le passage à la société technologique, qui s'est fait par une division du travail de plus en plus poussée, a par contre provoqué une déqualification des emplois dans de larges portions du marché du travail. Bref, on se retrouve aujourd'hui avec une main-d'œuvre sur-qualifiée par rapport aux emplois existants, ce qui, en l'absence d'une croissance économique importante, modifie la relation éducation-revenu. Pour obtenir les mêmes avantages salariaux qu'avant, il faut de plus en plus d'éducation. Si une telle situation devait perdurer, il ne serait pas étonnant d'assister à la fois à une augmentation du nombre de décrocheurs et à une exacerbation des conflits scolaires.

André ALLAIRE
Jean RENAUD
Paul BERNARD

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*